

Sa Sécurité

La sécurité des femmes pour renforcer les moyens de subsistance dans les communautés minières de cobalt de la République démocratique du Congo

Le projet Sa Sécurité d'IMPACT vise à examiner la façon dont la sécurité des femmes dans les communautés vivant de l'exploitation artisanale du cobalt et du cuivre en République démocratique du Congo (RDC) peut améliorer les conditions de vie et mettre un frein au travail des enfants. Ce projet s'intéresse à différentes facettes de la sécurité des femmes – notamment leur sécurité physique, économique et énergétique – afin de jeter les bases de futurs programmes et interventions politiques fondés sur des données objectives.

En quoi la sécurité des femmes est-elle importante pour l'exploitation minière artisanale?

Bien que les femmes représentent 30 % de la main-d'œuvre du secteur minier artisanal dans le monde¹, nos recherches démontrent qu'elles sont généralement affectées aux emplois les moins rémunérés². Elles dépendent pourtant des revenus de l'exploitation minière artisanale pour subvenir aux besoins de leur famille : nourriture, soins médicaux, frais de scolarité, vêtements et parfois même logement.

Les activités minières artisanales ont souvent lieu dans des zones où la sécurité et les droits de la personne sont bafoués, ainsi que dans des sociétés dominées par des idéologies patriarcales qui incitent les hommes à prendre des décisions à leur avantage.

Cependant, le secteur minier artisanal ne peut être mis en valeur de façon durable sans que les femmes et les hommes aient la possibilité d'y jouer un rôle à part entière et de décider de leur avenir. Et cela passe par la sécurité des femmes – dans leur milieu de vie, à la mine et sous leur toit. De fait, la sécurité des femmes repose sur plusieurs piliers fondamentaux, à savoir la sécurité physique, économique, foncière, alimentaire et énergétique.

La sécurité physique dépend, d'une part, de l'absence de violence ou de risques dans les mines, les lieux avoisinants

et les chaînes d'approvisionnement connexes et, d'autre part, de l'existence de services de soutien adaptés. De son côté, la sécurité économique exige une hausse des revenus, mais aussi la possibilité de gérer ceux-ci et d'en faire une utilisation judicieuse afin d'améliorer les conditions de vie à long terme. Diverses stratégies peuvent y concourir, dont la création d'associations d'épargne et de crédit orientées vers les besoins des femmes, des initiatives de sensibilisation aux droits des femmes, la diversification des activités et la reconnaissance du rôle essentiel des femmes dans le secteur minier artisanal. La sécurité foncière, quant à elle, repose sur le partage des ressources naturelles et de leur jouissance, tandis que la sécurité alimentaire permet aux femmes et aux personnes à leur charge de bénéficier d'un accès continu à une alimentation suffisante, saine et nutritive.

Le projet d'IMPACT s'attarde également à un besoin de sécurité plus particulier : l'accès et l'utilisation sûre des ressources énergétiques. L'accès à ces ressources est limité en RDC, surtout en région rurale. Selon la Banque mondiale, sur 10 millions de ménages congolais, seulement 1,6 million a accès à l'alimentation électrique³. L'électricité est pourtant une condition essentielle à la sécurité de la population. Et il est prouvé que son accessibilité contribue grandement au bien-être des femmes. L'éclairage des rues procure un environnement plus sûr, la lueur d'une ampoule permet aux jeunes filles et aux jeunes garçons de lire et de faire leurs devoirs, et les cuisinières électriques permettent aux

1 Base de données de Delve, <https://delvedatabase.org/> (source consultée le 5 mai 2022).

2 « Femmes dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle en Afrique centrale et en Afrique de l'Est », IMPACT, <https://impacttransform.org/fr/travail/projet/femmes-dans-l'exploitation-mini%C3%A8re-artisanale-et-a-petite-echelle-en-afrique-centrale-et-en-afrique-de-lest/>

3 Banque mondiale, *Accéder à l'électricité en République démocratique du Congo : opportunités et défis*, 2020, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33593>

femmes de délaissier la cuisson au charbon, néfaste pour leur santé. La baisse de l'utilisation du charbon de bois se traduit en retour par un recul de la déforestation et une meilleure résistance aux changements climatiques tout en épargnant des kilomètres de marche aux femmes qui doivent se déplacer pour trouver du bois.

Comment la sécurité des femmes se répercute-t-elle sur le travail des enfants?

Le travail des enfants découle de plusieurs facteurs qui sont profondément ancrés dans la société, à commencer par la pauvreté des ménages. La Banque mondiale estimait en 2018 que 73 % des ménages de la RDC vivaient sous le seuil de pauvreté international de 1,90 \$ US par jour, tandis que 43 % des enfants souffraient de malnutrition⁴. C'est ce manque d'accès à des sources de revenus autres ou lucratives aussi bien pour les femmes que pour les hommes qui pousse les gens à chercher du travail dans les mines artisanales du pays. La faiblesse des revenus oblige les enfants à s'astreindre à des activités économiques telles que l'exploitation minière, tandis que le manque de ressources financières des ménages constitue un obstacle majeur à la scolarisation.

Des preuves empiriques, corroborées par les résultats des premières analyses d'IMPACT, suggèrent que le fait d'améliorer la sécurité des femmes pourrait décourager le travail des enfants.

Nous sommes d'avis que le fait d'accroître la capacité des femmes à gagner un salaire décent et à en réinvestir une partie de manière ciblée pourrait favoriser la résilience et la stabilité économiques des ménages. Nous posons également l'hypothèse que l'amélioration des moyens de subsistance réduirait la dépendance des ménages envers le salaire des enfants et diminuerait donc le travail de ces derniers.

En RDC, les enfants n'ont que 4,5 années de scolarité ajustées du facteur apprentissage (LAYS), un facteur calculé selon le temps moyen passé sur les bancs d'école et la qualité de l'enseignement reçu⁵. En réduisant le travail des enfants et en veillant à ce que les ménages disposent

des ressources nécessaires pour les envoyer à l'école, on améliorerait les perspectives socioéconomiques des générations futures, en particulier celles des jeunes filles.

Où en est l'exploitation artisanale du cobalt en RDC?

L'exploitation minière artisanale et à petite échelle est une activité de subsistance. Il s'agit d'un secteur attrayant du fait qu'il offre des salaires supérieurs à ceux gagnés en milieu agricole ou en petite entreprise. En grande partie officieux, ce secteur est caractérisé par l'utilisation d'un minimum de technologies et de machinerie. Le mode de production y est généralement inefficace, cette occupation étant surtout répandue dans les pays en développement, où elle constitue une source importante de revenus pour de nombreuses personnes. L'exploitation minière artisanale entraîne souvent des répercussions néfastes sur l'environnement, en plus de poser un risque pour la santé et la sécurité des travailleuses et travailleurs, ainsi que des collectivités avoisinantes⁶.

En tout, ce sont environ de 150 000 à 200 000 exploitantes et exploitants artisanaux qui se consacrent à l'extraction du cobalt dans les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba. La RDC produit 70 % du cobalt dans le monde, un élément chimique essentiel à la fabrication des piles et des batteries. De cette production, de 15 % à 30 % proviennent d'exploitations artisanales sises à l'intérieur et aux abords des mines industrielles.

La RDC produit 70 % du cobalt dans le monde

L'exploitation minière artisanale est au cœur l'économie parallèle de la RDC depuis longtemps. Or, depuis le milieu des années 2010, la montée des ventes de véhicules électriques suscite une véritable ruée vers le cobalt, qu'il faut produire en quantités de plus en plus grandes. Le secteur a toutefois été critiqué pour les nombreux risques qu'il pose, notamment en raison du travail des enfants, des mauvaises conditions d'emploi et des incidences sur l'environnement et la santé humaine. Selon une étude réalisée en 2014 par l'UNICEF, on estime à 40 000 le nombre d'enfants qui travaillent dans les mines artisanales de la ceinture cuprifère de la RDC⁷. Depuis la parution de l'étude, les ONG et les médias ont dénoncé les conditions dangereuses qui règnent dans les mines de cobalt, telles que les glissements de terrain et les éboulements, le tout à des endroits où des enfants sont présents.

4 « République démocratique du Congo, » Banque mondiale, <https://data.worldbank.org/country/CD> (source consultée le 10 mai 2022).

5 « Learning-Adjusted Years of School, » Banque mondiale, https://tcddata360.worldbank.org/indicators/h00280750?country=BRA&indicator=40964&viz=line_chart&years=2010,2020 (source consultée le 13 mai 2022).

6 Franklin W. Schwartz, Sangsuk Lee et Thomas H. Darrach, « A Review of the Scope of Artisanal and Small-Scale Mining Worldwide, Poverty, and the Associated Health Impacts », *Geohealth*, vol. 5, no 1, 2021.

7 UNICEF, *Enfants dans les mines*, fiche d'information, décembre 2014.



Comment le projet Sa sécurité va-t-il soutenir la sécurité des femmes?

Le projet Sa Sécurité tirera ses principales conclusions d'une étude documentaire, d'une recherche sur le terrain effectuée à Lualaba, en RDC, et d'entretiens avec des experts multipartites tels que des universitaires, des organismes sans but lucratif et des organismes internationaux. Nous procéderons à une analyse préliminaire des initiatives existantes et des données accessibles afin d'orienter la collecte de données. Nous nous entretiendrons également avec des experts afin d'encadrer la recherche sur le terrain. En association avec le centre du Bon-Pasteur de Kolwezi, nous organiserons des groupes de discussion et des enquêtes ciblées auprès des exploitantes et exploitants artisanaux de cobalt et des autres interlocuteurs concernés.

À propos des partenaires du projet

IMPACT transforme la gestion des ressources naturelles dans les zones où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Organisme indépendant sans but lucratif,

IMPACT fait action commune avec des partenaires locaux pour réaliser un changement durable. IMPACT est présent en RDC et dans les pays voisins depuis plus de 10 ans.

Bon Pasteur Kolwezi est une organisation congolaise à but non lucratif créée en 2012 par les sœurs du Bon Pasteur. Elle a pour mission d'améliorer la situation des exploitantes et exploitants miniers artisanaux en favorisant le développement communautaire, l'autonomisation des femmes et la protection des enfants. À l'heure actuelle, Bon Pasteur Kolwezi consolide ses activités à Kolwezi, dans la province de Lualaba, et les étend progressivement à sept nouvelles communautés d'exploitantes et d'exploitants miniers à proximité.

La mise en œuvre du programme est soutenue par la Fondation Internationale du Bon Pasteur (GSIF), qui est une organisation à but non lucratif basée en Italie. La GSIF a été fondée par les sœurs du Bon Pasteur pour soutenir leurs programmes dans les pays en développement. Elle fait notamment la promotion de la justice économique pour les femmes et les enfants et offre des possibilités d'autonomisation des communautés et des personnes.

Sa Sécurité est un projet d'une durée de huit mois, mené en 2022. Il est rendu possible grâce à l'aide financière d'un membre de la Responsible Minerals Initiative (RMI), par l'intermédiaire de la Responsible Business Alliance (RBA) Foundation.